












## POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ - POUR LES FOURNISSEURS





*Document d'information en vertu et aux fins de l'article 13 du Règlement (UE) 2016/679 (RGPD)*


	<p><b>1. QUI EST LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNÉES ? COMMENT LE CONTACTER ?</b></p> <p>Le responsable du traitement est RS S.r.l., basée Via Monte Santo, 37 - 20831 Seregno (MB), N° TVA/C.F. 06791620963, en la personne de son représentant légal pro tempore, que vous pouvez contacter pour toute information par téléphone : 0362266.1 e-mail: <a href="mailto:privacy@gruppodesa.com">privacy@gruppodesa.com</a></p>
	<p><b>LE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES A-T-IL ÉTÉ DÉSIGNÉ ? QUELLES SONT SES COORDONNÉES ?</b></p> <p>Le responsable du traitement a désigné son propre délégué à la protection des données (DPD) conformément aux articles 37, 38 et 39 du RGPD. Le DPD peut être contacté au siège social du responsable du traitement indiqué ci-dessus et par e-mail en écrivant à : <a href="mailto:dpo.gruppodesa@dpoprofessionalservice.it">dpo.gruppodesa@dpoprofessionalservice.it</a></p>
	<p><b>2. PRINCIPALES DÉFINITIONS</b></p> <p>Veillez noter que l'article 4 du RGPD fournit les définitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Donnée à caractère personnel</b> : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « <b>personne concernée</b> ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.</li> </ul>





### 3. FINALITÉS DU TRAITEMENT, BASE JURIDIQUE, DURÉE DE CONSERVATION ET NATURE DE LA FOURNITURE

 FINALITÉS DU TRAITEMENT	 BASE JURIDIQUE	 DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES	 NATURE DE LA FOURNITURE
A) Exécution des obligations contractuelles, administratives et comptables et finalités légales liées à l'établissement, l'exécution et la cessation de la relation contractuelle.	Le traitement des données est nécessaire à l'exécution d'un contrat (C44). Article 6 al. 1 lettre b) du RGPD. 10 ans.	Article 2220 du Code civil, sous réserve des questions contractuelles et non contractuelles qui peuvent se poser et sauf dispositions légales contraires.	La fourniture de données à caractère personnel est nécessaire à des fins contractuelles.  Le fait de ne pas fournir les données à caractère personnel nécessaires rend impossible l'établissement d'une relation contractuelle avec les personnes concernées.
B) Prévention et conduite des litiges et d'autres aspects juridiques et pour la défense en cas de procès.	Le traitement est nécessaire à la poursuite de l'intérêt légitime du responsable du traitement ou de tiers, sous réserve que ne prévalent pas les intérêts ou les libertés		La fourniture des données est nécessaire. Si elles ne sont pas fournies, l'intérêt légitime du responsable du traitement, tel qu'il est défini dans les

	 <b>FINALITÉS DU TRAITEMENT</b>	 <b>BASE JURIDIQUE</b>	 <b>DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES</b>	 <b>NATURE DE LA FOURNITURE</b>
		<p>et droits fondamentaux de la personne concernée qui nécessitent la protection des données à caractère personnel (C47-C50). Article 6 al. 1 lettre f) RGPD. 10 ans, sous réserve d'opposition et sous réserve du temps nécessaire à la défense en justice.</p>		<p>finalités du présent point, ne pourra pas être respecté. Le refus doit être mis en balance avec l'intérêt légitime du responsable du traitement indiqué dans les objectifs de ce point.</p>
C)	<p><b>Gestion des demandes de protection des données à caractère personnel et des demandes d'autres personnes concernées, conformément aux articles 15 et suivants du RGPD</b> (droits de la personne concernée).</p>	<p>Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (C45). Article 6 al. 1 lettre c) du RGPD. 5 ans à compter de la clôture de la demande, sous réserve de litiges.</p>		<p>La fourniture des données à caractère personnel est obligatoire car elle est essentielle pour pouvoir exécuter les obligations légales.</p>
D)	<p><b>Contrôle de gestion</b> visant à orienter la gestion vers la réalisation des objectifs établis lors de la planification opérationnelle, en détectant, par la mesure d'indicateurs spécifiques, l'écart entre les objectifs planifiés et les résultats obtenus et à informer les organes responsables, afin qu'ils puissent décider et mettre en œuvre les actions correctives appropriées.</p>	<p>Le traitement est nécessaire à la poursuite de l'intérêt légitime du responsable du traitement ou de tiers, sous réserve que ne prévalent pas les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui nécessitent la protection des données à caractère personnel (C47-C50). Article 6 al. 1 lettre f) RGPD. Maximum 10 ans, sauf opposition.</p>		<p>La fourniture des données est nécessaire pour permettre au responsable du traitement d'effectuer un contrôle de gestion. Si elles ne sont pas fournies, l'intérêt légitime du responsable du traitement, tel qu'il est défini dans les finalités du présent point, ne pourra pas être respecté. Le refus doit être mis en balance avec l'intérêt légitime du responsable du traitement indiqué dans les objectifs de ce point.</p>
E)	<p><b>Évaluation du fournisseur</b> au moyen de coordonnées, d'une présentation de l'entreprise ou d'un C.V., d'un profil professionnel, de certifications et de références éventuelles</p>	<p>Le traitement est nécessaire à la poursuite de l'intérêt légitime du responsable du</p>	<p>Maximum 3 ans, sauf opposition.</p>	<p>La fourniture des données est nécessaire. Si elles ne sont pas fournies, l'intérêt</p>

	 <b>FINALITÉS DU TRAITEMENT</b>	 <b>BASE JURIDIQUE</b>	 <b>DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES</b>	 <b>NATURE DE LA FOURNITURE</b>
		<p>traitement ou de tiers, sous réserve que ne prévalent pas les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui nécessitent la protection des données à caractère personnel, en tenant compte des attentes raisonnables de la personne concernée (Article 6 al. 1 lettre f) et considérant 47 du RGPD).</p>		<p>légitime du responsable du traitement, tel qu'il est défini dans les finalités du présent point, ne pourra pas être respecté. Le refus doit être mis en balance avec l'intérêt légitime du responsable du traitement indiqué dans les objectifs de ce point.</p>
F)	<p><b>Gestion des flux d'information requis par le Modèle d'organisation, de gestion et de contrôle (MOGC) adopté en vertu du décret législatif 231/2001</b> et visant à prévenir la responsabilité des organismes pour des infractions administratives associées à des délits. En particulier, les données seront collectées afin de permettre au CS de superviser le fonctionnement et le respect du MOGC.</p>	<p>Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis. Article 6 al. 1 lettre c) du RGPD.</p>	<p>10 ans à compter de la clôture du signalement, sans préjudice du délai requis par la loi pour les questions contractuelles et non contractuelles qui pourraient survenir.</p>	<p>La fourniture des données à caractère personnel est obligatoire car elle est essentielle pour pouvoir exécuter les obligations légales (article 6 al. 2 du décret législatif 231/2001).</p>

	<p><b>4. À QUI SERONT COMMUNIQUÉES LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ? DESTINATAIRES DES DONNÉES</b></p> <p>Les données ne seront pas diffusées. Les données à caractère personnel seront communiquées à des entités qui traiteront les données en tant que responsables autonomes du traitement ou sous-traitants (article 28 du RGPD) et traitées par des personnes physiques (article 29 du RGPD) agissant sous l'autorité du responsable du traitement et des sous-traitants sur la base d'instructions spécifiques concernant les finalités et les méthodes de traitement. Les données seront communiquées à des destinataires appartenant aux catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sociétés du Groupe ;</li> <li>- personnes qui gèrent/soutiennent/assistent, y compris occasionnellement, le responsable du traitement dans l'administration du système d'information et des réseaux de télécommunications (y compris le courrier électronique) ;</li> <li>- organismes envisagés par la législation comptable et fiscale en vigueur comme destinataires des informations obligatoires ;</li> <li>- institutions bancaires et assimilées ;</li> <li>- entités avec lesquelles le responsable du traitement a conclu des accords économiques ;</li> <li>- entreprises ou sociétés dans le cadre de l'assistance et du conseil fiscal et de la gestion administrative et comptable ;</li> <li>- entités et membres du CS 231/2001 ;</li> <li>- entités et entreprises pour les certifications ;</li> <li>- Autorités compétentes pour le respect des obligations légales et/ou des dispositions des organismes publics, sur demande.</li> </ul>
---	--

	<p>La liste des sous-traitants (article 28) est disponible en écrivant à <a href="mailto:privacy@gruppodesa.com">privacy@gruppodesa.com</a> ou aux autres adresses indiquées ci-dessus.</p>
	<p><b>5. Y A-T-IL UN TRANSFERT DE DONNÉES VERS UN PAYS HORS EEE ?</b> Les données à caractère personnel ne seront pas transférées vers des pays hors EEE.</p>
	<p><b>6. EXISTE-T-IL UN PROCESSUS AUTOMATISÉ ?</b> Les données à caractère personnel feront l'objet de traitements traditionnels manuels, électroniques et automatisés. Il est précisé que des processus décisionnels entièrement automatisés ne sont pas mis en œuvre.</p>
	<p><b>7. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES</b> Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits tels qu'exprimés dans les articles 15 et suivants du RGPD, en contactant le DPD à l'adresse électronique : <a href="mailto:dpo.gruppodesa@dpoprofessionalservice.it">dpo.gruppodesa@dpoprofessionalservice.it</a> ou en contactant le responsable du traitement à l'adresse électronique : <a href="mailto:privacy@gruppodesa.com">privacy@gruppodesa.com</a>, ou en écrivant aux contacts susmentionnés. Le responsable du traitement garantit aux personnes concernées la possibilité de demander, à tout moment, l'accès à leurs données à caractère personnel (art. 15), la rectification (art. 16), l'effacement des données (art. 17) et la limitation du traitement (art. 18). Le responsable du traitement communique (article 19) à chacun des destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été transmises les éventuelles corrections ou annulations ou limitations du traitement effectuées. Le responsable du traitement informe les personnes concernées qui en font la demande de ces destinataires.  Le responsable du traitement garantit le droit à la portabilité (article 20) et, en cas de demande au titre de l'article 20, fournit à la personne concernée les données dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine.  Les personnes concernées ont le droit de s'opposer (article 21), à tout moment, au traitement des données fondé sur un intérêt légitime ou sur l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont le responsable du traitement est investi, en écrivant aux contacts ci-dessus avec la mention « opposition ». En cas d'exercice du droit d'opposition au traitement fondé sur l'intérêt légitime, le responsable du traitement accorde aux personnes concernées la possibilité d'obtenir, sur demande, des informations sur le test de mise en balance effectué.  Si les personnes concernées estiment que le traitement des données à caractère personnel effectué par le responsable du traitement est contraire aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679, elles sont libres de déposer une plainte auprès de l'<a href="#">autorité de contrôle nationale</a>, notamment dans l'État membre où elles résident ou travaillent habituellement ou à l'endroit où la violation supposée du Règlement s'est produite (Contrôleur européen de la protection des données <a href="https://www.garanteprivacy.it/">https://www.garanteprivacy.it/</a>), ou de prendre les mesures judiciaires appropriées.</p>
	<p><b>8. MODIFICATIONS DE LA POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ</b> Le responsable du traitement peut changer, modifier, ajouter ou supprimer toute partie de cette politique de confidentialité. Afin de faciliter la vérification de tout changement, la politique de confidentialité contiendra une indication de la date de sa mise à jour.</p>

Date de mise à jour : 08-02-2024